



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES JUIN 2017
POLYNÉSIE FRANÇAISE

'Ia hō'e tātou

MEILLEURS ENSEMBLE



Au lendemain de la victoire du mouvement La République en Marche et de son *leader* Emmanuel MACRON que nous avons soutenus aux deux tours de l'élection présidentielle, nous sommes plus que jamais convaincus de la nécessité de nous rassembler autour du principe d'une démocratie ouverte à tous les citoyens.

Forts de ce constat et fidèles à nos valeurs et à nos engagements, nous serons les acteurs des décisions qui conditionnent l'avenir de notre *fenua*. Nous serons les porteurs de la voix des Polynésiens dans la construction de notre destin. Nous serons ouverts à toutes vos idées et nous serons à l'écoute de vos préoccupations.

Dans une démarche participative et progressiste, nous travaillerons avec toutes les bonnes volontés à l'édification de la Polynésie à laquelle nous aspirons tous : prospère, plus juste et plus solidaire. Pour réaliser cet objectif commun, nous siégerons au sein du groupe parlementaire de la majorité présidentielle.

NOS ENGAGEMENTS

DANS LE CHAMP INSTITUTIONNEL :

- Finaliser des Accords de Papeete favorisant "l'égalité réelle Outre-mer" ;
- Mobiliser les autorités nationales sur la nécessaire évolution du statut de Pays et Territoire d'Outre-Mer (PTOM) et faciliter l'accès aux financements européens ;
- Garantir le montant des moyens financiers accompagnant les transferts de compétences ;
- Obtenir l'adaptation du Code général des collectivités territoriales aux contraintes de nos communes ;
- Soutenir la moralisation de la Vie publique, un contrôle accru de la gestion des élus et la diminution du nombre de parlementaires.

POUR L'ÉDUCATION, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET L'EMPLOI :

- Revoir la convention portant répartition des compétences entre l'État et le Pays ;
- Veiller à une participation financière de l'État suffisante en matières de transport scolaire, de constructions scolaires et de postes d'enseignants ;
- Favoriser l'ouverture de formations dans les filières porteuses d'avenir (Métiers de la Mer, Agriculture, Technologies Nouvelles...) ;
- Privilégier l'Emploi local et obtenir la validation d'une loi de Pays en ce sens.

EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUE ET DURABLE :

- Obtenir l'augmentation et la pérennisation du montant de la DGDE (dotation globale de développement économique) ;
- Demander la création d'un Fonds "Pouvanaa a Oopa" spécialement dédié au désenclavement et au développement des Archipels ;
- Négocier l'extension du Contrat de projets à d'autres secteurs prioritaires ;
- Veiller à une exploitation raisonnée et à une surveillance efficace de notre zone économique exclusive (ZEE) et de nos ressources marines et minières ;
- Faciliter l'accès aux financements pour les créateurs d'entreprises ;
- Favoriser l'innovation et les énergies renouvelables ;
- Nous assurer de la mise en place d'un plan de sécurisation des populations menacées par la montée des eaux.

SUR LE PLAN SOCIAL :

- Lutter contre la vie chère :
 - Faire reconnaître l'accès à l'eau potable comme un droit fondamental (application de la loi Brotte) ;
 - Obtenir la mise en place de la CSPE (Contribution au service public de l'électricité) en Polynésie française ;
- Renforcer le dispositif de continuité territoriale ;
- Favoriser l'accès au Numérique pour tous ;

DANS LES DOMAINES DU FONCIER ET DU LOGEMENT :

- Optimiser le fonctionnement du tribunal foncier, en maintenant la commission de conciliation ;
- Finaliser l'adaptation du Code civil en matière d'affaires foncières ;
- Négocier la contribution de l'État aux programmes de constructions de logements et favoriser l'accès à la propriété.

EN MATIÈRE DE SOLIDARITÉ ET DE SANTÉ :

- Veiller à l'aboutissement rapide des dossiers de demandes d'indemnisation des victimes des essais nucléaires et de leurs ayants droit ;
- Négocier la prise en charge par l'État des soins liés aux maladies radio-induites et de tous les frais liés aux conséquences environnementales des essais nucléaires ;
- Obtenir la pérennisation de la participation de l'État au financement du RSPF (régime de solidarité) ;
- Négocier la participation financière de l'État au fonctionnement du Centre Hospitalier de Polynésie française.






POUR LA CULTURE, LA JEUNESSE ET LES SPORTS :

- Faire reconnaître les langues polynésiennes comme langues officielles ;
- Promouvoir et protéger notre patrimoine matériel et immatériel ;
- Négocier la participation financière de l'État pour la création et le fonctionnement d'un Centre Culturel polynésien à Papeete ;
- Faire reconnaître l'autonomie du mouvement sportif aux niveaux national et international ;
- Obtenir l'affiliation du Comité olympique de Polynésie française au Comité Olympique International.

Enfin, parce que ces causes nous tiennent particulièrement à cœur :

- Veiller à l'aboutissement de la procédure de **réhabilitation de Pouvanaa a Oopa** ;
- Soutenir nos frères de Papouasie occidentale en adhérant à "International Parliamentarians for West Papua" (IPWP).

NOS CANDIDATS

1 ^{RE} CIRCONSCRIPTION	2 ^E CIRCONSCRIPTION	3 ^E CIRCONSCRIPTION
		
Tauhiti NENA	Faana TAPUTU	Albert ROI
		
Sylvana KLIMA	Patricia PARA	Vetea SANFORD
Mandataire financier : Alfred MARTIN (+689) 87 778 235	Mandataire financier : Ronald TAPUTU (+689) 87 708 024	Mandataire financier : Ben POROI (+689) 89 772 269

CONTACTS

Directrice de campagne : Moeava GRAND
Téléphone : (+689) 87 744 456 / (+689) 89 744 456
Email : tauhoturau@gmail.com
Page Facebook : Tau Hoturau

